

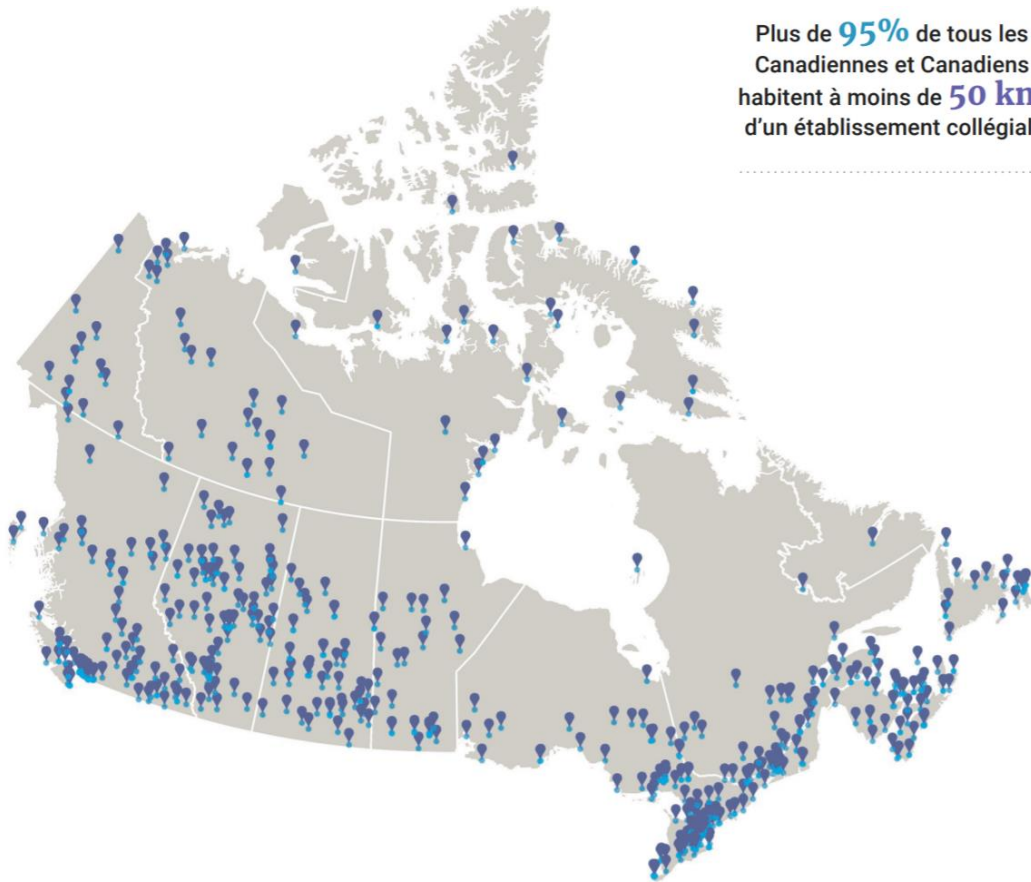


COLLEGES &
INSTITUTES
CANADA

COLLÈGES &
INSTITUTS
CANADA

Les collèges et les instituts canadiens :

Relancer l'économie canadienne pour mieux la reconstruire



Soumission au Comité permanent des finances

Août 2020

Recommandations

1. Appuyer le recyclage professionnel et la mise à niveau des compétences pour permettre le retour des Canadiennes et des Canadiens au travail, et combler la pénurie de compétences à laquelle les employeurs font face.
2. Stimuler la capacité canadienne en matière de formation technique et de formation aux métiers spécialisés en renforçant le développement d'outils pour la formation en ligne.
3. Répondre aux besoins de main-d'œuvre actuels et futurs en investissant 75 millions de dollars sur trois ans pour maintenir la position concurrentielle du Canada comme destination d'étude et favoriser la transition des études au marché du travail et à la citoyenneté pour les étudiants internationaux intéressés.
4. Habilitier les PME et les organismes sociaux, communautaires et de santé à jouer un rôle actif dans la relance de l'économie en investissant 165 millions de dollars sur deux ans dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté administré par le CRSNG.
5. Favoriser une reprise verte du pays en injectant 5 milliards de dollars des fonds de relance dans l'infrastructure des collèges et instituts, de sorte à rendre les campus plus accessibles et écologiquement viables, à faire progresser l'innovation et à améliorer les lieux d'apprentissage pour les étudiants autochtones.
6. Accélérer la mise en œuvre d'initiatives de développement durable dans les collèges et les collectivités en investissant 50 millions de dollars dans un réseau pancanadien de bureaux de développement durable.
7. Améliorer l'accès des Canadiennes et Canadiens vulnérables et à faible revenu aux études postsecondaires (ÉPS) par l'augmentation du financement des programmes destinés aux Autochtones; l'extension des dispositions spéciales à l'égard des programmes de bourses et de prêts canadiens d'études; la couverture des frais du matériel informatique et de l'accès à l'Internet.
8. Renforcer l'engagement du Canada vis-à-vis du développement international afin de promouvoir la formation professionnelle et la recherche appliquée axées sur l'adaptation au changement climatique.

Introduction

Il faudra bien des années avant de pouvoir vraiment saisir les répercussions de la pandémie de COVID-19. Pourtant, au cours des mois à venir, les gouvernements de tout niveau devront faire des choix pour tracer la meilleure voie à suivre pour s'en remettre. Les collèges, les instituts de technologie et les cégeps¹ joueront un rôle déterminant pour relancer l'économie du Canada et l'orienter vers un meilleur avenir. Les recommandations émises par CIGan reflètent les meilleurs moyens par lesquels les établissements d'enseignement postsecondaire peuvent apporter une aide aux collectivités qu'ils desservent, en particulier les industries et les entreprises dont ils sont partenaires, les organismes sociaux et de santé et, surtout, la population étudiante, c'est-à-dire la main-d'œuvre qui nous propulsera hors de la crise et nous aidera à reconstruire notre économie sur de meilleures bases.

Alors que la population canadienne aspire à une reprise économique, CIGan recommande l'adoption d'une approche globale fondée sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, avec l'établissement d'objectifs sociaux, économiques et environnementaux qui permettent de créer le meilleur avenir possible pour tous, sans laisser quiconque de côté.

À mesure que nous constatons les répercussions de la pandémie, que nous pressentons ses conséquences à long terme et que nous réfléchissons aux moyens d'accroître notre résilience, la réalisation des ODD – mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, réduire les inégalités, stimuler la croissance économique, lutter contre le changement climatique et préserver notre environnement naturel, revêt tout son sens.

La pandémie de COVID-19 a accentué les inégalités, et les cibles mondiales de développement durable établies pour 2030 sont un rappel encore plus pressant du monde que nous voulons créer. Le présent mémoire contient huit recommandations pour rapprocher le Canada de ces cibles et contribuer au virage vert qui s'impose pour un relèvement durable et fructueux de la présente crise.

Travail décent et croissance économique

Pour reconstruire notre économie sur de meilleures bases, il nous faut réunir la bonne combinaison de compétences pour le marché du travail. Avant la pandémie, la situation était déjà difficile : les changements technologiques menaçaient les emplois traditionnels et il fallait pouvoir maintenir la croissance et l'offre de services en dépit d'une main-d'œuvre réduite du fait du vieillissement de la population. Prendre le temps nécessaire pour relever ces défis est désormais un luxe que nous ne pouvons plus nous offrir, comme l'indiquent les taux de chômage records de mars et d'avril, et le grand nombre d'employeurs qui ne savent pas s'ils pourront garder leur personnel.² Les gens les plus affectés par la perte d'emploi comptent parmi les plus vulnérables, c'est-à-dire les personnes qui ne détiennent qu'un diplôme d'études secondaires, les femmes et les jeunes.³

Pour relever les défis qui se posent en matière de compétences et de main-d'œuvre, le Canada doit prendre des mesures stratégiques et investir pour rendre le recyclage professionnel et la mise à jour des compétences abordables et adaptés aux besoins des employeurs, renforcer la capacité d'offrir des formations en ligne et augmenter l'immigration pour permettre une croissance de la main-d'œuvre.

Recommandation n° 1 : Appuyer le recyclage professionnel et la mise à niveau des compétences pour permettre le retour des Canadiennes et des Canadiens au travail, et combler la pénurie de compétences à laquelle les employeurs font face. Pour cela, nous recommandons :

- une indemnité de formation accessible et adaptée, favorable à une culture d'apprentissage à vie qui couvre de façon adéquate les coûts de formation et d'évaluation, ainsi que la reconnaissance des acquis;

¹ Toute référence aux « collèges » renvoie ici à l'ensemble des collèges, instituts de technologie, et Cégeps qui bénéficient d'un financement public.

² <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-626-x/11-626-x2020013-fra.htm>

³ <https://lmic-cimt.ca/fr/les-effets-de-la-covid-19-sur-les-pertes-demploi-selon-la-scolaire-le-sexe-et-lage/>

- *un programme d'assurance-emploi repensé qui étendra l'accès à la formation pour les sans-emploi, les travailleurs autonomes et les travailleurs précaires;*
- *une multiplication des possibilités de formation en apprentissage et de stages en entreprise;*
- *des modules de compétences vertes intégrées à la formation technique et à la formation aux métiers spécialisés, de sorte à encourager l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de leurs effets dans les secteurs industriels clés.*

Les collèges jouent un rôle clé dans l'éducation pour l'emploi. Ils offrent à la population active des programmes de recyclage professionnel pour accéder à de nouveaux emplois, et la mise à jour de compétences pour répondre aux nouveaux besoins de professions actuelles. Ils sont en relation avec les employeurs de leur région qui cherchent des options de formation à court terme adaptées, notamment des formations validées par des microcrédits cumulables. Leurs employés tout comme les travailleurs autonomes et les travailleurs précaires peuvent ainsi acquérir les compétences nécessaires à l'obtention d'un emploi à temps plein productif.

Par l'instauration d'un cadre stratégique favorable et des investissements adéquats, le gouvernement assurera à la population canadienne l'accès à un soutien financier à partir de l'allocation canadienne pour la formation et du programme d'assurance-emploi, tous deux repensés en consultation avec les employeurs, les syndicats et le secteur de l'enseignement postsecondaire. Pour en maximiser l'efficacité, les dépenses liées à l'évaluation et à la reconnaissance des acquis doivent être admissibles afin que ces acquis soient reconnus et que les établissements d'enseignement puissent personnaliser les formations en vue d'un retour rapide au travail.

Pour faire face aux pénuries de longue date dans les métiers spécialisés, il est impératif d'accroître les possibilités d'apprentissage. Les programmes de stage subventionnés, en particulier ceux axés sur les compétences numériques et la recherche, sont un atout pour les jeunes et les employeurs. Pour appuyer un virage vert, les investissements doivent couvrir l'acquisition de compétences vertes dans les secteurs et les professions clés, ce qui accroîtra le savoir-faire dans les technologies vertes et les pratiques d'atténuation du changement climatique, et permettra de s'adapter aux risques d'un environnement en mutation.

Recommandation n° 2 : Stimuler la capacité canadienne en matière de formation technique et de formation aux métiers spécialisés en renforçant le développement d'outils pour la formation en ligne. Pour cela nous recommandons :

- *d'investir 1,4 milliard de dollars pour moderniser l'infrastructure numérique des collèges, leurs technologies et leurs systèmes de cyber sécurité; pour intégrer de la simulation, de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée aux cours pratiques; et pour offrir des services de soutien numérique à la population étudiante pour garantir sa réussite ;*
- *d'investir 50 millions de dollars dans la conception de plus de 1000 ressources communes en ligne pour les programmes de formation technique et de formation aux métiers spécialisés, accessibles à partir d'une plate-forme collaborative.*

La pandémie a accéléré le passage au numérique dans le domaine de l'apprentissage et le monde du travail. Pour répondre efficacement aux besoins de compétences et de formation de la population canadienne et combler les pénuries en la matière, nous devons doter le système d'enseignement postsecondaire de l'infrastructure numérique adéquate pour soutenir l'apprentissage en tout temps et en tout lieu par des accès sécurisés, et permettre une participation interactive de qualité, synchrone et asynchrone, des apprenants, du personnel enseignant et du personnel non enseignant. Cela nécessite l'intégration de services numériques autogérés; une connectivité indépendante de l'appareil utilisé; des services de soutien pour des apprenants à divers niveaux d'alphabétisation numérique; et l'intégration de nouvelles exigences numériques aux programmes d'enseignement et de formation. Pour les collèges, cela signifie également l'intégration d'ateliers de formation pratique en ligne, par le biais de la simulation, de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée. Sachant que, selon les spécialistes, la fourniture de services en ligne devrait perdurer, les investissements à

cet égard sont donc pertinents, que ce soit à court terme ou pour permettre les transformations requises à long terme pour que le Canada reste un chef de file mondial de la formation technique et professionnelle.

Recommandation n° 3 : *Répondre aux besoins de main-d'œuvre actuels et futurs en investissant 75 millions de dollars sur trois ans pour maintenir la position concurrentielle du Canada comme destination d'étude et favoriser la transition des études au marché du travail et à la citoyenneté pour les étudiants internationaux.*

Les collèges du Canada attirent une portion croissante des étudiants étrangers qui viennent étudier au pays. Le nombre de leurs inscriptions a augmenté de plus de 13 000 entre 2015-2016 et 2016-2017.⁴ En 2018, les étudiants étrangers ont contribué pour 21,6 milliards de dollars au PIB canadien, et ainsi soutenu près de 170 000 emplois.⁵ Les collèges des grands centres urbains et des petites collectivités rurales les accueillent volontiers en raison du potentiel qu'ils représentent de combler les pénuries de compétences et de main-d'œuvre. Comme le montrent les mesures prises pour réagir face à la pandémie, le gouvernement reconnaît l'importance des étudiants étrangers pour réaliser ses objectifs stratégiques à l'interne comme à l'international. Pour réaliser ses objectifs de relèvement économique, il doit mettre à profit les investissements réalisés précédemment dans sa Stratégie en matière d'éducation internationale, augmenter et diversifier le recrutement étudiant dans les marchés clés et favoriser la transition du statut d'étudiant à celui de résident permanent et de citoyen de sorte à atteindre ses cibles d'immigration.

Industrie, innovation et infrastructure

Recommandation n° 4 : *Habiliter les PME et les organismes sociaux, communautaires et de santé à jouer un rôle actif dans la relance de l'économie en investissant 165 millions de dollars sur deux ans dans le Programme d'innovation dans les collèges et la communauté du CRSNG, avec l'option d'étendre ce financement pour le relèvement à long terme. Pour cela, nous recommandons :*

- *d'investir 85 millions de dollars sur deux ans dans les subventions en réponse rapide à la COVID-19 et les subventions de base permettant de créer ou d'améliorer des produits ou des services, notamment ceux qui contribuent à l'adoption de technologies et d'innovations vertes;*
- *d'investir 80 millions de dollars sur deux ans pour que les collèges amènent les PME et d'autres partenaires de recherche appliquée à appuyer les efforts de reprise des collectivités locales.*

Le Canada est un pays de PME, mais elles n'ont souvent pas la capacité, l'équipement, ni les réseaux nécessaires pour entreprendre de sérieuses activités de recherche et de développement. Les collèges, qui ont pour mandat de contribuer au développement économique de leurs collectivités, servent de passerelle vers un écosystème d'innovation qui apporte des solutions novatrices aux milliers de défis concrets à relever chaque année par les entreprises et leurs partenaires communautaires. Pour réagir à la pandémie, les centres de recherche appliquée doivent renforcer leur présence régionale et sectorielle, et contribuer au renforcement des chaînes d'approvisionnement de biens et de services essentiels. La découverte de solutions concrètes aidera les collectivités à survivre à la pandémie, rétablir les emplois et revitaliser les économies régionales.

De nombreuses entreprises et organisations sociales et de santé s'adressent aux collèges afin que ceux-ci les aident à reprendre leurs activités de manière sécuritaire, à les adapter et à concevoir des produits et services convenant à notre nouvelle réalité. Pour leur apporter leur soutien et maintenir leur propre capacité future, les centres de recherche appliquée doivent disposer d'une plus grande souplesse d'accès aux mécanismes de financement actuels et d'un financement accru pour aider leurs partenaires à composer avec leurs pertes de revenu, le licenciement d'employés, et un climat d'affaires altéré et incertain qui menace leur survie.

Cette recommandation correspond à celle du *Groupe de travail sur la recherche appliquée dans les collèges*, composé de douze intervenants du secteur de la recherche appliquée à l'échelle provinciale et pancanadienne.

⁴ <https://cbie.ca/wp-content/uploads/2018/09/International-Students-in-Canada-FR.pdf>

⁵ <https://www.international.gc.ca/education/strategy-2019-2024-strategie.aspx?lang=fra>

Recommandation n° 5 : Favoriser une reprise économique verte et inclusive en injectant 5 milliards de dollars des fonds de relance dans l'infrastructure des collèges et instituts, de sorte à rendre les campus plus accessibles et écologiquement viables, à faire progresser l'innovation et à améliorer les lieux d'apprentissage pour les étudiants autochtones.

Recommandation n° 6 : Accélérer la mise en œuvre d'initiatives de développement durable dans les collèges et les collectivités en investissant 50 millions de dollars dans un réseau pancanadien de bureaux de développement durable.

L'argent investi dans la modernisation et le réaménagement de l'infrastructure de l'enseignement postsecondaire stimulera le retour au travail de la population active canadienne tout en renforçant la capacité des collèges à répondre aux besoins de développement des compétences des employeurs. Il soutiendra l'innovation grâce à la recherche appliquée, et relancera une économie écologiquement durable pour le bien-être de toute la population.

Selon une étude menée par CICan en 2019 sur les besoins des collèges en infrastructure, plus de 300 projets d'une valeur de 3,5 milliards de dollars sont prêts à réaliser. Si on extrapole ce résultat aux travaux requis dans l'ensemble des collèges, on en estime la valeur totale à 5 milliards de dollars. Le sondage a en effet révélé une importante accumulation de travaux d'entretien différés, principalement des rénovations, des réparations et des modifications pour que les campus soient plus écologiques.

En appuyant les bureaux de développement durable des collèges, on leur permettrait de collaborer encore davantage avec leurs partenaires communautaires et les municipalités qu'ils desservent, et de s'assurer de la présence, parmi la population active, de diplômés équipés et déterminés à créer des collectivités résilientes et diversifiées à empreinte carbone nulle.

Inégalités réduites

Recommandation n° 7 : Améliorer l'accès des Canadiennes et Canadiens vulnérables et à faible revenu aux études postsecondaires (ÉPS) par l'augmentation du financement des programmes destinés aux Autochtones; l'extension des dispositions spéciales à l'égard des programmes de bourses et de prêts canadiens d'études; la couverture des frais du matériel informatique et de l'accès à l'Internet.

Au Canada comme à l'échelle internationale, la COVID-19 a particulièrement affecté les populations les plus vulnérables. Elle a exacerbé les inégalités qui existent dans chaque pays et d'un pays à l'autre.⁶ Au cours des trente dernières années, elles n'ont fait qu'augmenter au Canada. Les plus riches accroissant leur part du revenu du pays, tandis que la part allant aux plus pauvres et à la classe moyenne n'a fait que diminuer.⁷ Tandis que les activités des entreprises, d'apprentissage et de socialisation ont changé de sphère pour se dérouler en ligne, la pandémie a accentué les inégalités et, du même coup, la nécessité d'être connecté à un monde virtuel.

Les individus les plus vulnérables ont besoin d'un soutien financier accru pour avoir accès aux ÉPS et des outils de formation et une connectivité Internet pour leur permettre de faire la transition vers un emploi ou d'en retrouver un. Cela est particulièrement difficile pour la population autochtone et la population rurale du pays, car près de 60 % des régions rurales n'ont pas un accès fiable à l'Internet à haute vitesse.⁸ Pour réduire les inégalités, les investissements visant l'élargissement de l'accès aux ÉPS doivent être complétés par des améliorations considérables des réseaux à large bande de sorte à appuyer l'apprentissage virtuel et le travail à distance durant la reprise économique.

⁶ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/inequality/>

⁷ <https://www.conferenceboard.ca/hcp/>

⁸ <https://crtc.gc.ca/fra/internet/internet.htm>

Recommandation n° 8 : Renforcer l'engagement du Canada vis-à-vis du développement international afin d'appuyer la formation professionnelle et la recherche appliquée axées sur l'adaptation au changement climatique.

Les inégalités d'un pays à l'autre n'ont fait que se creuser durant la pandémie tandis que les mesures pour l'atténuer ont submergé les systèmes de santé mondiaux et provoqué la fermeture d'entreprises, affectant gravement la moitié de la main-d'œuvre mondiale. On s'attend à ce que des dizaines de millions de gens soient ainsi précipités dans l'extrême pauvreté et la famine.⁹ À cela se combineront les terribles répercussions du changement climatique sur les pays en voie de développement. Les collèges du Canada peuvent aider à réduire ces inégalités et faire face aux effets du changement climatique en intensifiant leur travail de développement des compétences et de la recherche à l'échelle internationale.

Conclusion

Compte tenu de leur portée et de leur présence dans tous les coins du pays, les collèges et les instituts sont particulièrement bien placés pour apporter un soutien à la population canadienne, aux entreprises et aux collectivités alors que le pays amorce sa reprise économique. Pour sortir de la crise, une mobilisation coordonnée et audacieuse de tout le pays s'impose afin qu'il en émerge plus résistant, plus équitable, plus solidaire et plus viable au plan écologique. Les collèges de tout le Canada sont prêts à appuyer ces efforts par la promotion d'un développement économique et social qui profite à tous, l'élargissement de l'accès aux ÉPS pour les groupes vulnérables, l'avancement de la réconciliation et leur contribution aux efforts déployés à l'échelle locale, canadienne et internationale pour faire face au changement climatique.

⁹ <https://undocs.org/fr/E/2020/57>